

ÉTAT DE LA PAUVRETÉ EN GUYANE 2024

D'APRÈS LE RECENSEMENT DES MENAGES EN 2023

RAPPORT DÉLÉGATION SECOURS
CATHOLIQUE DE GUYANE

PRESTATIONS SOCIALES :

QUAND LA SOLIDARITÉ S'ÉLOIGNE



SOMMAIRE

	EDITORIAL LOCAL	3
	LA DÉLÉGATION GUYANE	6
	PROFIL GÉNÉRAL DE LA GUYANE EN CHIFFRES	8
	DEMANDES DE PRESTATIONS SOCIALES: LE "PARCOURS DU COMBATTANT"	10
	LEURS PAROLES	14
	NOTRE PLAIDOYER "POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE"	23

En 2023, **90%, des personnes que nous avons accueilli sont des femmes de 20 à 40 ans** qui vivent seules, avec des enfants en bas âge, en habitat informel. 90% d'entre elles, sont migrantes. Des dizaines de mamans vivent sur la plage, dans la forêt avec leurs enfants qu'elles amènent pourtant dignement à l'école. Certaines ont à peine 2,50€ de reste à vivre par jour et par personne.

Pour elles, **les droits universels tel le droit au logement et pouvoir se nourrir dignement ne sont pas garantis. C'est ainsi, qu'au Secours Catholique, nous rencontrons exclusivement tous ceux qui passent à travers les mailles du filet de la protection sociale !**

Même si, rapporté à son PIB, la France est, pour la 7e année consécutive, le pays d'Europe qui consacre le plus à la protection sociale en 2022 avec 32,2%, nous faisons le constat que, malgré leurs efforts, **les administrations sont loin des usagers au quotidien. Elles ont mis un écran d'ordinateur entre elles et les assurés.** La dématérialisation enfreint l'accès aux droits des personnes les plus vulnérables qui n'ont ni les outils numériques nécessaires, ni les codes indispensables à la compréhension des informations contenues dans leurs espaces allocataires. Elles ne connaissent pas tous les dispositifs et recours existants pourtant mis à disposition sur les sites.

Double peine pour les très nombreux allophones qui se retrouvent de facto dans des situations de non recours ! La barrière de la langue soulève plusieurs problématiques de communication. Ainsi, serait-il opportun de considérer la langue maternelle des personnes ?

Démunies, sans personne pour les guider dans le dédale des démarches, cet écran interposé est révélateur de l'éloignement de la solidarité vécu par les personnes fragilisées par la vie.

Sur place, et aux horaires d'ouverture au public, les administrations et services de l'état sont aussi engorgés. Leurs moyens ont été considérablement réduits d'année en année !

Pour exemple, la préfecture de Guyane traite actuellement les demande d'asile de 2022. Et dans l'attente, qu'advient-il de ces personnes ? de ces Familles ?

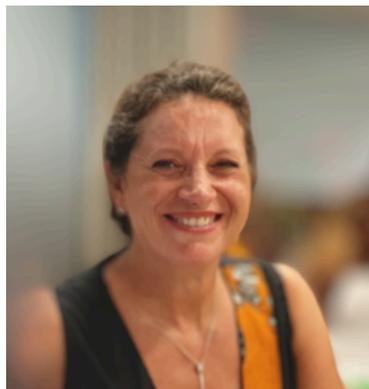
Leur situation d'extrême pauvreté les rend vulnérables, quitte à faire confiance à des marchands de sommeil. Récemment, l'une d'entre elles nous expliquait avoir confié sa carte bleue à un commerçant en gage d'un prêt de 300 euros. De notre écoute, on perçoit à demi-mots l'ampleur des risques auxquels les femmes que nous accueillons sont prêtes à s'exposer sans aucun recours.

Pourtant la solidarité, c'est notre héritage le plus précieux. La solidarité à travers la protection sociale « c'est une promesse que l'on se fait, les uns aux autres, de se serrer les coudes en cas de coup dur ».

Quand la solidarité du droit commun s'éloigne, les solidarités se jouent de façon interpersonnelles comme vous le verrez dans les témoignages de ce rapport ou grâce aux associations comme la nôtre qui ouvrent des lieux d'accueil inconditionnels, et offrent une écoute, une main tendue ! Dernier espoir pour une vie et une intégration digne.

EDITORIAL LOCAL

ÉDITORIAL DES CO-PRESIDENTS.ES



SOPHIE DEZZOU-MERCIER
MEMBRE DU CGP ET DÉLÉGUÉE



MARCELLE CORANDI,
PRESIDENTE DU CGP



MARIE-JOSÉ LASLI,
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE



LUCIEN CHAMPEING,
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE ET AUMONIER
ÉQUIPE DE BALATA



PAULINE PINDARD
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE
RESP. ÉQUIPE DE SAINT-LAURENT



REGINE PANHUYS,
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE
PÔLE COMMUNICATION ET FORMATION



CHRISTELLE YAGO,
MEMBRE DU CGP, ANIMATRICE



SORIA HORN
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE
PÔLE FINANCE
CO-RESPONSABLE BOUTIQUE SOLIDAIRE



ALICE ONNO,
MEMBRE DU CGP, BÉNÉVOLE
PÔLE COMMUNICATION
CO-RESPONSABLE BOUTIQUE SOLIDAIRE



VÉRONICA SINGH,
MEMBRE DU CGP, SECRÉTAIRE COMPTABLE

LE SECOURS CATHOLIQUE- CARITAS FRANCE

UNE ACTION NATIONALE ET INTERNATIONALE

- Plus d'un million de personnes accompagnées dont 216 000 familles
- 58 500 bénévoles et 925 salariés
- Répartis en 72 délégations
- dans les Outre-Mer et dans l'Hexagone
- Des partenaires internationaux dans 50 pays



LA DÉLÉGATION GUYANE

EN QUELQUES CHIFFRES



5 salariés

2155 donateurs actifs



9 communes/quartiers où nous sommes présents

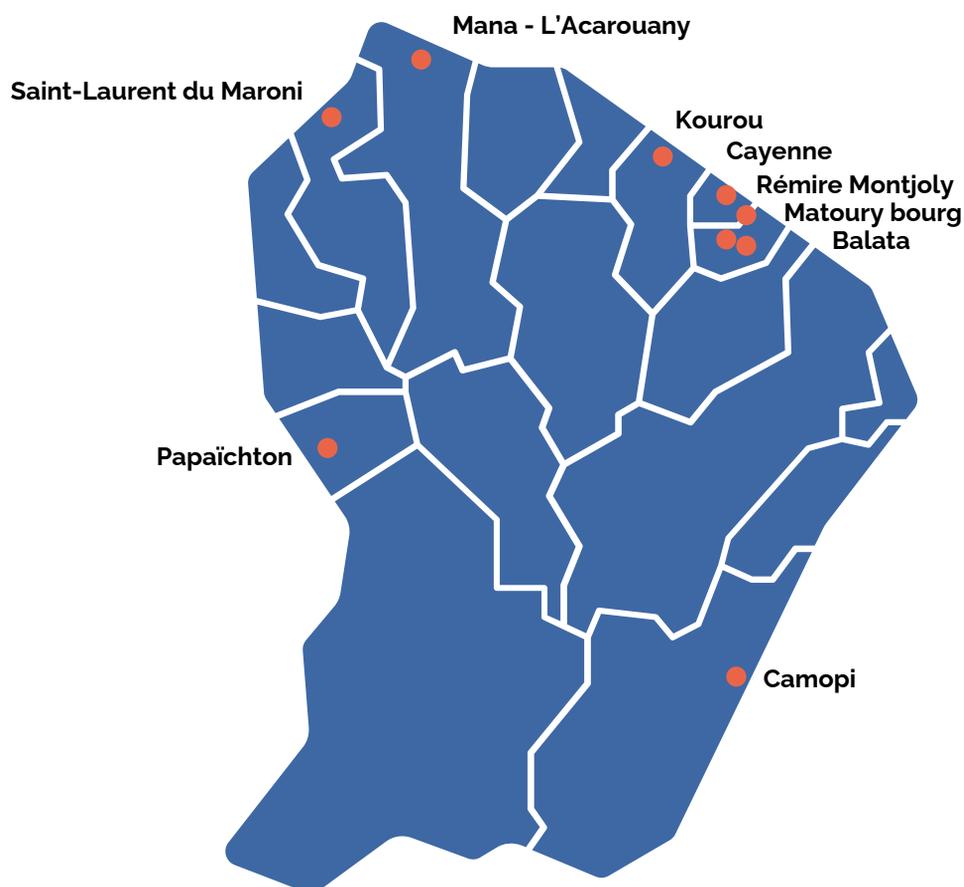
2196 enfants et adultes impliqués dans des groupes conviviaux/actions collectives



234 bénévoles actifs

2960 personnes ou familles soutenues ou accompagnées

NOS ÉQUIPES SUR LE TERRITOIRE



NOS ACTIONS

EN GUYANE

- Permanences d'accueil et visites à domicile
- Accueil et accompagnement inconditionnel
- Ateliers de français
- Ateliers informatiques et numériques
- Moyens de paiements alloués pour l'achat de denrées et produits d'hygiène
- Jardin solidaire
- Boutique Solidaire
- Aides financières (avances remboursables ou paiement de factures impayées ...)
- Activités culturelles et de loisir pour enfants et adultes
- Activités d'urgence envers les sinistrés
- Interventions au sein du Forum Social et du Réseau Eclésial Panamazonien

NOS PROJETS

Face aux problématiques de non recours, avec les partenaires associatifs et institutionnels, nous accompagnons vers l'accès aux droits

Face aux problématiques d'accès digne à l'alimentation, nous offrons des chèques services pour que chacun ait le choix de son alimentation mais aussi un accès à des produits d'hygiène.

Face à l'inflation, et en faveur du recyclage des vêtements, notre boutique solidaire pour enfants, et les nombreuses braderies rassemblent des familles autour d'actions et d'ateliers collectifs.

Face à l'exclusion sociale, nous proposons des cours de français et un suivi administratif.

Face au changement climatique, nous menons des plaidoyers au sein du Forum Social Panamazonien et nous agissons avec les peuples premiers sur les problématiques des territoires de l'intérieur. Nous sommes aussi partie prenantes du Réseau Eclésial Panamazonien.

CES ACTIVITÉS APPUIENT NOS PLAIDOYERS CAR ELLES

Montrent l'estime que les personnes retrouvent dans des projets collectifs qu'elles construisent ensemble

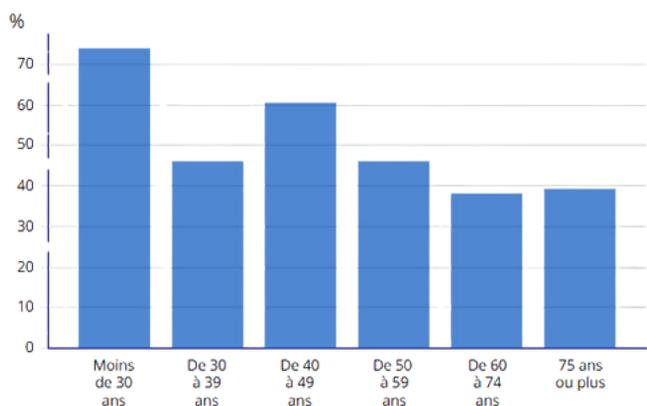
Permettent de changer les termes du débat à partir de la parole et des propositions des personnes



PROFIL GÉNÉRAL

PAUVRETÉ ET CHÔMAGE EN GUYANE

REV G1 - Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2017



Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.

Source : Insee, Enquête Budget de Famille 2017 en géographie au 01/01/2024.

Les moins de 30 ans sont les plus touchés par la pauvreté

L'insertion sur le marché du travail reste difficile pour les personnes peu diplômées.

Un tiers des jeunes de 15 à 29 ans n'est ni en emploi, ni en études, ni en formation.

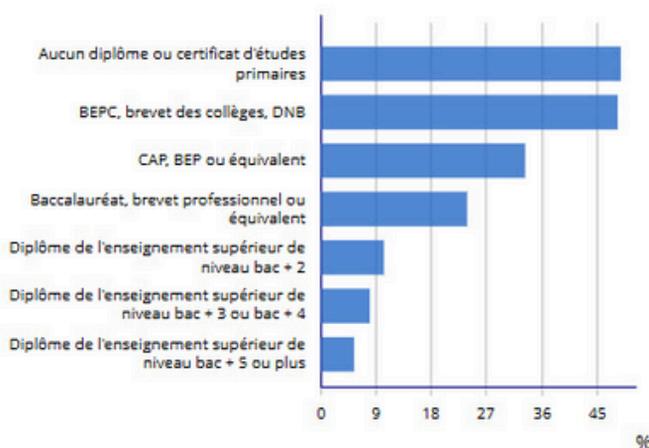
Données INSEE 2021

EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
Nombre de chômeurs	26 387	34 506	35 226
Taux de chômage en %	30,5	34,6	31,0
Taux de chômage des 15 à 24 ans	51,8	57,2	52,9
Taux de chômage des 25 à 54 ans	27,9	32,1	28,9
Taux de chômage des 55 à 64 ans	18,6	21,3	18,5

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par diplôme en 2021



LES CHIFFRES

SUR LA PROTECTION ET LES PRESTATIONS SOCIALES

En décembre 2021, 57 500 foyers allocataires guyanais perçoivent au moins une prestation de la Caisse d'Allocations Familiales (Caf) :

- dans le domaine des besoins familiaux
- dans l'insertion-solidarité
- et dans le domaine du logement

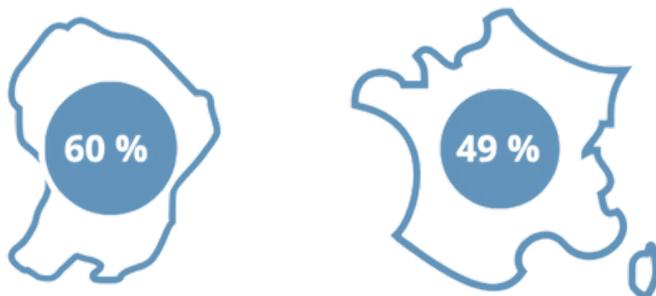
Ainsi, 168 600 personnes sont couvertes, **(à peine plus de 50%) soit six habitants de la région sur dix.**

Les bénéficiaires vivent plus souvent au sein d'une **famille avec enfants et beaucoup sont en situation de monoparentalité.**

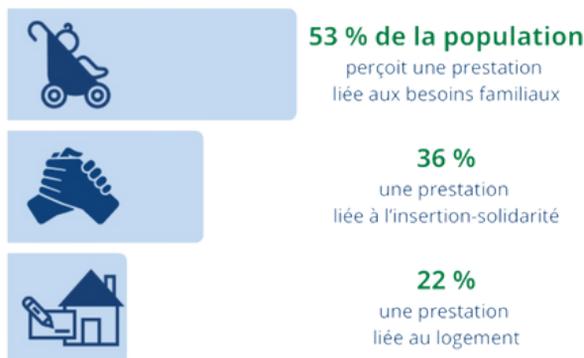
Si les prestations perçues pèsent peu dans les revenus de certains foyers allocataires, d'autres ne disposent que de ces aides pour vivre.

INSEE 2021 *Six Guyanais sur dix bénéficient d'au moins une prestation de la Caf - Insee Analyses Guyane - 66*

LA PART DE PERSONNES COUVERTES EST PLUS ÉLEVÉE QU'AU NIVEAU NATIONAL



LES ALLOCATIONS FAMILIALES SONT LES PRESTATIONS LES PLUS VERSÉES



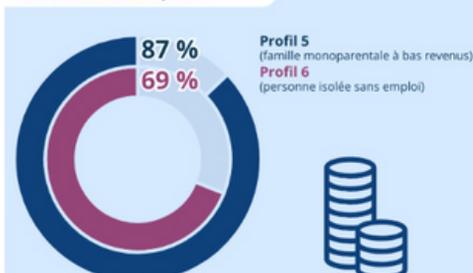
LES PRESTATIONS SOCIALES PÈSENT PEU DANS LE REVENU DE CERTAINS PROFILS D'ALLOCATAIRES

Les allocations représentent plus de 50 % des revenus pour :



MAIS D'AUTRES VOIENT LEURS REVENUS FORTEMENT INFLUENCÉS PAR LES PRESTATIONS SOCIALES

Les allocations représentent 100 % des revenus pour :



DEMANDE DE PRESTATION SOCIALE : LE PARCOURS DU COMBATTANT

LES INÉGALITÉS FACE À L'ACCÈS AUX DROITS ! “LA FRACTURE NUMÉRIQUE PRINCIPAL OBSTACLE”

Il existe un véritable frein à l'accès aux droits : **La fracture numérique! phénomène plus que jamais présent en Guyane.**

À l'heure où les démarches administratives sont de plus en plus «dématérialisées», c'est la **double peine pour ceux qui, non seulement ne sont pas familiers des usages du numérique, mais qui en plus, habitent dans des territoires éloignés ou isolés.**

Malgré le plan de relance du gouvernement afin de redresser l'économie mise à mal par la crise sanitaire... il est, une crise révélatrice de nombreuses inégalités, celle de l'inclusion numérique!

Chez nous, nombreux sont ceux touchés par la fracture numérique même si des dispositifs existent autour du réseau France Service, **les initiatives d'accompagnement restent rares.**

Il est donc **nécessaire de combler certains besoins**, dans les communes de l'Ouest, comme à l'Est mais aussi dans l'Intérieur car ce sont principalement ces territoires qui sont affectés ainsi que les quartiers prioritaires de la ville.



DEMANDE DE PRESTATION SOCIALE : LE PARCOURS DU COMBATTANT

NOS CONSTATS SUR LES EFFETS DE LA DÉMATÉRIALISATION

Il s'agit d'un report de la charge administrative auparavant de la compétence de l'administration vers l'usager.

En effet, même si l'administration, propose un accompagnement en borne numérique sur site pour la connaissance des droits, la vérification de l'éligibilité, la complétude du dossier, les demandes de renouvellement, le scan des justificatifs, etc. les moyens humains et matériels restent insuffisants au vue du nombre de demandeurs.

Ceci induit une réelle déshumanisation de l'administration où l'accès au guichet devient laborieux, où la communication devient difficile qui plus est du fait que les situations sont de plus en plus complexes.

L'accompagnement est trop généralisé face à la multitude des besoins, et à leur variété.

Ceci génère de la souffrance et de la frustration.

Sans compter qu'il n'y a pas d'option linguistique pour les personnes allophones en augmentation constante en Guyane.

Les personnes que nous accueillons, sont dépendantes de leur entourage, ou de tiers inconnus qui peuvent être malveillants.

Les associations comme la nôtre, jouent dès lors, un rôle crucial pour les accompagner à réaliser les démarches

« On se retrouve devant des formules qu'on ne comprends pas »

*« Quand on va à la CAF, on vous dit " va à l'ordinateur", **mais on ne nous aide pas à l'utiliser** »*

*« **C'est un manque de respect.** Tu te mets nue devant quelqu'un avec ta situation, et on ne te répond pas ! »*

PROCESSUS DE DEMANDE D'UNE PRESTATION SOCIALE

1. ACCÉDER À UNE INFORMATION CLAIRE

Suite à un changement de situation, un accident de la vie ou par hasard ★★

2. VÉRIFIER SON ÉLIGIBILITÉ ★

Accéder à un outil numérique : smartphone ou ordinateur ★

Si éligibilité : obtenir la démarche à suivre.

3. CONSTITUER UN DOSSIER ★

3.1 - Accéder au formulaire

3.2 - Comprendre le formulaire ★

3.3 - Trouver les justificatifs ou solliciter une autre administration pour les obtenir ★

3.4 - Accéder à des outils numériques ★

3.5 - Photocopier ou scanner ses justificatifs ★

3.6 - Envoyer son dossier complété à l'administration

LÉGENDE

Étapes nécessitant l'intervention de :

- ★ travailleurs sociaux
- ★ son entourage (famille, amis, voisins), associations ou écrivain public
- Actions ou événements possibles au regard de la situation du demandeur

Attente entre 2 semaines et plus de 6 mois

ACTIONS POSSIBLES EN CAS DE DIFFICULTÉ AVEC L'ADMINISTRATION

ATTENTE POUR DOSSIER BLOQUÉ

ARRÊT OU ABANDON DE LA DEMANDE

FAIRE UN RECOURS AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION ★

Se renseigner sur les démarches ★

Entamer des démarches propres

FAIRE UN RECOURS AUPRÈS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF

Se renseigner sur les démarches ★

Entamer des démarches propres

4. RÉPONSE DE L'ADMINISTRATION

4.1 - Réceptionner la réponse par SMS, mail ou courrier

4.2 - Accéder à un outil numérique ★

4.3 - Consulter la réponse accessible sur son espace personnel

4A. DOSSIER INCOMPLET

4A.1 - Trouver les éléments manquant ★

4A.2 - Retour à l'étape 3.3

4B. DEMANDE REFUSÉE

4B.1 - Comprendre le motif de refus

4B.2 - Agir en conséquence

4C. DEMANDE ACCEPTÉE

4C.1 - Attente de la perception de son droit (durée variable, parfois plusieurs mois ou défaut de versement)

4C.2 - Constaté un écart entre les droits et les prestations versées ★

4D. NON RÉPONSE DE L'ADMINISTRATION

4D.1 - Relancer l'administration. Dossier perdu, non validation du dossier de la part de l'administration, changement de logiciel / de procédure

4D.2 - Action de l'administration et retour à l'étape 4 ★

4D.3 - Refaire une demande, retour à l'étape 3

5. SUIVI DE SES DROITS

S'informer sur les conditions de maintien de ses droits

5.1. LE RENOUVELLEMENT DE LA SITUATION

Fréquence mensuelle, trimestrielle ou annuelle en fonction des prestations

5.1.1 - Accéder à des outils numériques ★

5.1.2 - Réaliser les démarches

5.2. AJUSTEMENT DU MONTANT DES AIDES PAR L'ADMINISTRATION

5.2.1 - Information tardive ou prise de conscience au moment du versement de la prestation sur le compte bancaire

Accident budgétaire / malendettement

5.3. TROP-PERÇU

Pour renouvellement trop tardif de sa situation, erreur de l'administration

5.3.1 - Réception de l'information

5.3.2 - Accéder à des outils numériques ★

5.3.3 - Comprendre la situation

5.3.4 - Possibilités de remboursement :
- prélèvement automatique de l'administration, total ou partiel sur la prestation ou une autre et dans la durée
- demande d'un échelonnement du remboursement sur plusieurs mois à effectuer par la personne

Accident budgétaire / malendettement

5.4. RUPTURE DE DROITS

Pour non-renouvellement de sa situation, changement de situation ou orientation vers un autre organisme, contrôle de l'administration, modification des critères d'éligibilité

5.4.1 - Réception de l'information ★

5.4.2 - Accéder à des outils numériques ★

5.4.3 - Comprendre le motif ★

5.4.4 - Agir en conséquence : engager un recours ou arrêt des démarches

**L'ACCÈS AUX PRESTATIONS SOCIALES :
QUAND LA SOLIDARITÉ S'ÉLOIGNE**

TÉMOIGNAGES

LEURS PAROLES

“ Léonita, inscrite aux cours de français à Cayenne



Je m'appelle Léonita, j'ai 19 ans et je suis de la République Dominicaine.

Je suis arrivée à 16 ans en Guyane mais **je n'ai jamais pu aller à l'école car j'étais "dépassé l'âge"!**

J'aide donc ma maman et mes petites sœurs à la maison.

Heureusement, ma mère travaille et ma grande soeur fait des petits boulots de coiffure donc nous pouvons vivre dans un appartement mais **moi je ne fais rien de mes journées.**

Avant de m'inscrire au Secours Catholique, j'ai pris des cours avec un monsieur qui me demandait de payer 70€ par heure. C'était trop cher donc j'ai arrêté.

Je ne connais pas mes droits, je n'ai pas de carte vitale, et pourtant Tristan, mon accompagnateur au Secours Catholique m'a dit que je devais prendre rdv chez un ophtalmologiste. Quand il écrit au tableau, je ne vois pas bien alors il doit écrire très gros pour moi.

On a fait un email à la CIMADE pour que j'entame une démarche pour avoir accès aux droits santé.

Ce que je voudrais, c'est aller à l'école et étudier.

Je veux être criminologue !



LEURS PAROLES

“ Paula, inscrite aux cours de français à Cayenne

Bonjour,
Je suis Paula, **je viens du Venezuela. Je suis mariée et j'ai 4 filles** et nous vivons dans une petite chambre à Cayenne pour 400€ par mois.

Mon mari travaille dans la construction sur les chantiers mais l'OFPPA nous a refusé l'asile. Pourtant je suis tellement heureuse d'être ici.

Au Venezuela, on n'était pas en sécurité et je suis contente que mes filles aillent à l'école et qu'on soit soigné quand on est malade.

Ici, je n'ai plus peur et je me sens libre, d'ailleurs la présence de la police me rassure c'est bizarre mais c'est comme ça !

Je me suis renseignée sur les droits des personnes comme nous et j'ai fait toutes les démarches administratives mais la traductrice qu'on nous a attribuée d'office pour recueillir notre témoignage **nous a induite en erreur et notre demande a été refusée.**

Des informations ont été ignorées, certaines questions étaient orientées, tout ce que nous avons raconté n'a pas été retranscrit comme tel.

Avec le Secours Catholique, on a pu avoir un avocat grâce à l'aide juridictionnelle et Tristan (bénévole) qui parle espagnol couramment, nous a accompagné pour l'audience au tribunal. Malheureusement, nous sommes tombés sur la même traductrice, qui a fait beaucoup d'erreur, et le juge ne nous a pas accordé l'asile.

On va quand même faire appel car nous ne pouvons pas rentrer chez nous pour des raisons de sécurité.



”

LEURS PAROLES

Suzette

Suzette est Guyanaise, elle vit dans une commune de l'intérieur, cumule un travail à plein temps et utilise ses vacances pour faire de l'animation car elle vient d'obtenir son BAFA.

Résiliente et battante, elle est veuve et s'occupe de son fils et de 6 autres enfants issus de familles en très grande pauvreté. Parmi eux, 3 sont au collège et au lycée en ville, ce qui génère des charges supplémentaires.



“Comment ne pas aider ces jeunes ! Si personne ne fait ce que je fais pour eux, ils vont mal tourner ! Leurs parents ne s'occupent pas d'eux, ils les négligent trop, ils sont si vulnérables face à leurs familles complètement démissionnaires.

Si je suis la loi française, ils risquent d'être placés en famille d'accueil et éloignés de leur parents, de leur culture et de notre communauté ! Je préfère donc maintenir le lien entre eux et leur familles et les héberger chez moi dans un lieu où ils se sentent comme à la maison et en sécurité.

Pendant le COVID, nous avons eu des problèmes de réseau dans notre commune et on nous a connecté à un service WIFI très coûteux, que je dois encore rembourser aujourd'hui. De plus, j'ai une redevance mutuelle à payer car on m'avait versé un trop perçu et tout cela met à mal mon équilibre budgétaire”.

Même si elle perçoit 3 000 € par mois en cumulant toutes ces activités, il lui reste 7,52 € de reste à vivre.



LEURS PAROLES

“ Stéphanie



Bonjour, j'ai 38 ans et je suis Haïtienne. **J'ai 4 enfants et je vis avec le père de ma dernière petite fille dans un carbet.**

Je suis arrivée en Guyane depuis 8 ans et je vis dans des conditions très dégradantes pour mes enfants que je n'arrive même pas à nourrir, à habiller pour aller à l'école car seul mon mari apporte quelques 300 à 400 € de ressources par mois.

(Silences, pleurs)

Je ne sais rien sur mes droits, personne ne m'explique. J'ai juste l'aide pour le docteur et le droit que mes enfants aillent à l'école. Je remplis tous mes papiers avec l'aide de Mme Pascale et du Secours Catholique. **Je n'ai ni ordinateur ni accès à internet.**

J'ai un récipicé mais on m'a dit qu'il faut attendre. Et cela fait plusieurs années que j'attends. Je sais pas ce qu'il faut faire. **C'est trop compliqué pour moi ! Mme Pascale me donne du riz parfois et elle a pris ma grande fille en stage. J'étais tellement heureuse !**

Ma maman aussi m'aide pour la nourriture, quand elle peut.

Le CCAS ne me donne plus car ils disent qu'ils y a d'autres personnes que moi.

Un jour, j'ai eu une très mauvaise expérience avec une assistante sociale qui m'a dit "Vous n'avez rien à faire ici, personne ne vous a demandé de venir, retournez chez vous..." *(Silences, pleurs)*

Cette famille a 2,20 € pour vivre par jour et par personne.

”

LEURS PAROLES

“ Agathe

Moi, c'est Agathe. J'ai 39 ans et 3 enfants.

Mon mari travaille et nous vivons dans un appartement qui nous coûte 550 € par mois.

C'est lui qui gagne l'argent de la famille : à peu près 1 200 €, et c'est avec cela que nous essayons de tenir le mois.

Mais c'est pas facile.

Il faut payer la cantine, la coopérative, le bus et tout cela, c'est très cher pour nous. Parfois, on n'arrive pas à payer le loyer.

Je ne connais pas mes droits ici. **J'ai juste une carte vitale, la CAF et mes enfants ont le droit d'aller à l'école.**

Je fais toutes mes démarches sur papier. Je vais à la Croix-Rouge et ils m'aident pour utiliser internet.

J'ai déposé des petits flyers dans les boîtes aux lettres pour proposer des ménages, garder des personnes âgées mais je ne trouve pas souvent car les gens n'ont pas beaucoup d'argent.

Le Secours Catholique m'aide pour la nourriture et les vêtements et pour faire des demandes aux assistantes sociales.

Avant, je jouais du saxo et je faisais de la photographie! J'ai un diplôme de secrétariat bilingue!



LEURS PAROLES

“ Lucette, maman



La situation de Lucette, cette maman Guyanaise isolée, résidente d'un quartier politique de la ville, stigmatisé pour sa violence et la désertion des services publics en périphérie de Cayenne, illustre deux constats.

D'abord, la population guyanaise est elle aussi de plus en plus gravement impactée par la **pauvreté matérielle, l'isolement social, et le manque de communication**. Ensuite, le lien de corrélation direct qui existe entre l'absence ou l'insuffisance d'accès ou d'usage du numérique, la perte de droits, la dégradation de la santé mentale et physique des personnes que nous accompagnons et la pauvreté.

Et par là même, les limites des dispositifs publics de médiation et d'inclusion existants sur le territoire.

Selon une enquête de l'INSEE de 2017, **plus d'un Guyanais de 15 ans sur deux, habitant dans les zones accessibles par la route, disposait de compétences numériques faibles ou inexistantes**.

Une véritable détresse sociale, quand l'on considère que la tranche de 0 à 29 ans représente à elle seule plus de la moitié de la population du territoire !

C'est sans compter le taux d'équipement des foyers qui même s'il s'améliore, reste insuffisant. Et que dire des foyers résidant en habitat informel !



LEURS PAROLES

 Lucette, maman

Sans revenu, et dans un état de santé dégradé, notre maman assumait seule la charge de six enfants âgés de 5 à 23 ans, jusqu'au placement chez le père des trois adolescents intervenu sur décision judiciaire en début d'année. Il sera suivi du départ précipité des aînés du foyer, qui étaient jusqu' alors un appui.

Quelques aidants familiaux continuent, et c'est heureux, à contribuer, de temps en temps à fournir quelques courses.

Le point de bascule et l'escalade sont atteints, lorsqu'intervient son hospitalisation à domicile.

Menacée d'expulsion du logement social dégarni qu'elle occupait, elle dispose désormais de quelques semaines pour effectuer un règlement de 50 % de sa dette de loyer qui s'élève à plus de 8 000 euros, si elle veut garder un toit sur la tête, et espérer signer un protocole pour l'apurement de sa dette avec le bailleur social.

Autre menace de couperet, ce sursis jusqu'au nouvel an pour retrouver ses enfants et ses entiers droits sociaux et parentaux. **L'extrême urgence : payer et acquérir suffisamment de mobilier et d'électroménager de première nécessité pour les accueillir quotidiennement dans des conditions minimales et décentes de vie.**

Aujourd'hui, elle se remobilise tant bien que mal dans ses démarches en ligne et à distance, avec des facultés altérées, et bénéficie d'un accompagnement social global par l'assistante sociale et l'appui d'associations comme la nôtre.



Notre question:

Comment a-t-on pu en arriver là ?

LEURS PAROLES

Lucette, maman



Cette jeune femme a 29 ans et vit dans un quartier informel à Montsinéry. Elle est seule avec deux enfants en bas âge.

Elle n'a aucun revenu. Le père des enfants verse seulement 100 € par mois. Elle vit chez un tiers qui la maltraite psychologiquement.

C'est difficile d'en parler, dit-elle à demi-mots. On perçoit qu'elle a besoin d'être accompagnée sur cette situation qui la fragilise davantage.

N'ayant plus les moyens de payer le forfait internet, **elle va être déconnectée.**

Elle se déplace dans de nombreuses associations pour trouver de l'aide et du soutien aussi moral car faire face chaque jour seule à l'adversité, c'est très dur pour elle.

D'autant qu'elle n'a pas de famille, ni d'ami à qui en parler. Elle a seulement des connaissances qui donnent à manger à ses enfants.

Au secours Catholique, la Boutique solidaire l'accueille, l'écoute et l'oriente vers des associations travaillant sur le droit des femmes. On lui propose des couches, des vêtements et des jouets pour ses enfants.



NOS RECOMMANDATIONS

POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

NOS RECOMMANDATIONS

POUR UNE SOCIÉTÉ SOLIDAIRE

Humaniser le système de protection sociale

- **Développer les ressources humaines** dédiées à l'accueil, à l'orientation et à l'accompagnement des usagers dans les administrations
- **Garantir une gestion individualisée** des situations complexes
- **Humaniser les relations** en renforçant les espaces de dialogue entre administrations et allocataires
- **Garantir un accès physique** aux administrations

Garantir un minimum vital, socle insaisissable d'humanité

- **Mettre en vigueur un minimum vital**, socle insaisissable de droits essentiels et universels (panier de soins essentiels, hébergement inconditionnel, droit à une alimentation digne, droit à un accompagnement pour les démarches)
- **Revaloriser rapidement le RSA** au moins jusqu'à 40% du revenu médian et indexer le RSA sur le SMIC, ouvrir le RSA aux jeunes
- **Reporter la généralisation de la réforme du RSA** conditionné à la réalisation de 15 heures d'activité hebdomadaire

NOTRE ACTUALITÉ EN GUYANE

SUIVEZ NOTRE ACTUALITÉ



<https://guyane.secours-catholique.org/>



Secours Catholique de Guyane



secourscatholiqueguyane

CONTACT COMMUNICATION

Alice ONNO - Régine PANHUIS

guyane.secours-catholique.org

 Secours Catholique de Guyane

 secourscatholiqueguyane

 0594 28 75 50 - 0694 25 63 06



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**